

Trois France face à l'accueil des migrants

Avec la multiplication des poursuites judiciaires, le camp des « solidaires » s'organise de plus en plus

Il y a ceux qui défendent « le paysan de la Roya » et ceux qui fustigent son action auprès des migrants. Autour de l'emblématique Cédric Herrou, qui héberge des Africains qui ont traversé à pied la frontière italienne, se dessinent plusieurs France. Celle qui estime, à l'instar par exemple d'un Arnaud Montebourg, qu'il ne devrait pas être poursuivi pour avoir aidé des migrants. Celle qui, comme le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti, assimile l'aide des citoyens de cette vallée à une « filière d'immigration clandestine ».

Cette ligne qui traverse l'échiquier politique, renvoie à une scission profonde dans la société. Directeur du département opinion publique à l'IFOP, Jérôme Fourquet identifie même « trois France », à y regarder de plus près. « Dans le rapport aux migrants, nous ne sommes pas dans du bilatéral, estime l'auteur de *Accueil ou submersion, regards européens sur la crise des migrants* (Édition de l'Aube, 2016). Nos concitoyens se partagent en trois groupes avec d'un côté les inconditionnels de l'accueil; de l'autre les opposants à l'entrée d'étrangers. Et entre les deux, un large pourcentage de la population qui estime que ce qui arrive aux Syriens, Africains ou Afghans est terrible, certes, mais dont la crainte du terrorisme, du chômage ou du déclassement brise leurs velléités d'accueil. »

La taille des groupes varie, mais le découpage, lui, perdure. Depuis quelques mois, toute une série d'événements a précipité le « coming out » des uns et des autres.

Des « pro » de plus en plus mobilisés

Du côté des « solidaires », l'accélération des comparutions en justice de soutiens aux migrants a précipité la mobilisation. Cédric Herrou, qui après son procès début janvier sera fixé sur son sort le 10 février, a de nouveau été placé en garde à vue, jeudi 19 janvier.

Mardi 17 janvier, l'un des Parisiens les plus présents sur les campements depuis 2015, devait être jugé, poursuivi pour « rébellion et violence sur personne dépositaire de l'autorité publique », pour avoir voulu éviter à des migrants d'être emmenés par la police. Renvoyé au 5 mai, ce procès est le second pour Houssama El Assimi qui avait déjà dû en septembre 2016 répondre de l'organisation d'une manifestation interdite avant d'être relaxé. Le 8 février, ce sera le

Des soutiens à Cédric Herrou, jugé pour avoir hébergé des Africains. A Nice, le 4 janvier.

CLAUDE PARIS/AP



tour de Ben Art Core, jeune photographe de presse jugé à Nice, poursuivi pour avoir incité et aidé des étrangers en situation irrégulière à passer en France. A Calais aussi des citoyens sont à la barre.

Même si le comptage est difficile, ils seraient « trente ou trente-cinq à être actuellement poursuivis », estime Valérie Osouf, militante parisienne. « Les mêmes ordres de grandeur que sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, à l'heure où Eric Besson était ministre de l'identité nationale », notent de concert plusieurs militants historiques. Comme le rappelle Violaine Carrère du Groupe d'information et de soutien des immigrés, « les poursuites ne sont

pas toujours directement engagées pour « aide à l'entrée et au séjour » (article 622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers), que les associations ont rebaptisé « délit de solidarité ». « D'autres chefs d'accusation se multiplient », ajoute la juriste.

Face à cette vague, une centaine de syndicats et d'associations ont signé le 12 janvier un texte rappelant qu'« on assiste depuis plusieurs mois à la recrudescence de cas où la solidarité est tenue pour un délit ». Les signataires y voient une volonté directe des « autorités » de « faire plier les citoyennes et les citoyens qui n'adhèrent pas aux politiques de non-accueil et de mise à l'écart des migrants ».

4774

migrants ont volontairement quitté la France en 2016

Si ce nombre est sensiblement équivalent aux départs en 2015 (4758), il se structure différemment. Les nationalités présentes dans la « jungle » de Calais ont le plus demandé à repartir : les Afghans, deuxième nationalité du bidonville, ont été vingt fois plus nombreux à souhaiter rentrer chez eux que l'année d'avant. Les départs volontaires d'Iraniens ont augmenté de 194 %, ceux d'Irakiens de 114 %, et ceux de Pakistanais de 55 %. L'Office français de l'immigration a privilégié les retours vers les pays soumis à visa, Didier Leschi, son directeur, jugeant que les départs de migrants européens ou des Balkans se soldaient souvent par des retours.

Plusieurs centaines de lettres commençant par « Monsieur le président, aujourd'hui, j'ai commis un délit de solidarité. Hier aussi. Et demain je le referai », ont été récemment postées pour l'Elysée. Agnès Tricoire, l'avocate qui a impulsé ces envois veut interpeller directement le chef de l'Etat. « Nous sommes des milliers à refuser la politique du pire, à refuser qu'un délit contre lequel nous nous sommes battus sous la droite nous soit renvoyé dans la gueule par la gauche », a-t-elle écrit à François Hollande. Un peu ce que veut aussi mettre en exergue le mouvement de soutien autour de l'association la Roya citoyenne, avec des gens aussi divers que les artistes Sanseverino, les chroniqueurs Nicole Ferroni et Guillaume Meurice ou Cécile Duflo.

Cette France-là n'est pas limitée à Vintimille, Calais ou Paris où l'accueil administratif. Partout, dans les villes et villages où ont ouvert des centres d'accueil, des personnes apportent de l'aide. Une France solidaire qui donne un pull ou un sandwich, puis un jour une place au chaud, oubliant de demander au bénéficiaire son statut administratif.

En Ile-de-France, un vaste mouvement de citoyens héberge ainsi pour une nuit ou une semaine les mineurs remis à la rue parce que

jugés trop âgés. Entre Vintimille et Nice, on convoie en voiture, on nourrit, on héberge ceux qui ont traversé la frontière dans la neige en baskets de toile. A Calais, nombre de bénévoles prennent désormais chez eux ceux que l'Etat n'héberge plus depuis qu'il pense le « problème » résolu par l'évacuation du bidonville. Un bénévole du Secours catholique a récemment été réveillé à 5 heures du matin par le SOS de jeunes en hypothermie vite mis à l'abri avec leurs amis « chez des bénévoles afin qu'ils se refassent une santé ».

Des « anti » qu'on entend peu

Ils étaient auparavant plus discrets. Dans quelques villes comme Allex, dans la Drôme, ou à Saint-Brévin-les-Pins, en Loire-Atlantique, des groupuscules ont manifesté leur opposition à une installation dans leur commune des évacués de la « jungle » de Calais, dans la foulée des déclarations de Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, craignant de voir « des mini-Calais ». Ces villes, où des manifestations ont eu lieu, sont pourtant restées des épiphénomènes circonscrits, comme les quelques dommages causés à des centres prévus pour recevoir.

Sur le reste du territoire, l'opposition aux migrants reste plus larvée. Le véritable rendez-vous pour rappeler ce qui a du mal à s'exprimer à haute voix pourrait bien être le scrutin présidentiel. Même si les langues se délient au fil des ans et de la montée des scores électoraux du parti de Marine Le Pen, tous les votants FN ne revendiquent pas haut et fort leurs idées.

Des « ni-ni » plutôt contre

Entre cette France, qui plaide l'humanité et celle qui a peur, se dessine le large groupe du « ni-ni » que connaît bien le politologue Jérôme Fourquet. Un ensemble qui dérive ponctuellement vers l'un ou l'autre des deux camps, au gré des événements. « Lorsque le pape François demande d'accueillir, un glissement se fait dans le groupe catholique vers les pro-accueil; lorsque rejaillit la peur du terrorisme, les indécis passent chez les opposants à l'accueil », rappelle l'analyste pour qui ces indécis ont la spécificité toute française de « pencher plus vers le camp des « antimigrants » que celui de l'accueil. Contrairement au positionnement de ce même groupe en Allemagne et en Italie. »

Aux yeux de M. Fourquet, trois facteurs, structurels ou conjoncturels, expliquent cette spécificité française. « D'abord, les paysages politiques diffèrent. De ces trois pays, la France est le seul dans lequel un parti d'extrême droite, le Front national, laboure le terrain depuis trente ans, martelant inlassablement un discours antimigrants », explique-t-il. La dialectique frontiste ayant même donné le la du positionnement des autres partis sur ce thème, entraînant une lepénisation des repères.

De plus, « la crise des banlieues de 2005 a durablement insinué dans les esprits que notre modèle d'intégration a échoué. D'où l'idée que dans l'incapacité d'intégrer des nouveaux venus, il vaut mieux ne pas accueillir », ajoute M. Fourquet qui rappelle au passage que « l'accueil n'a pas été porté en France par des discours politiques forts depuis 2015... Les Allemands ont eu le « wir schaffen das » (« nous y arriverons ») de la chancelière Angela Merkel. Les Italiens entendent les messages récurrents du pape François. Mais en France le costume du leader de l'accueil n'a pas trouvé preneur.

Tout cela dessine un pays clivé, avec un danger : la radicalisation des plus extrêmes. ■

MARYLINE BAUMARD

« Maintenant, on sait qui est pour et qui est contre »

Retour à Forges-les-Bains, quatre mois après l'ouverture d'un centre d'accueil pour migrants qui avait divisé la population

REPORTAGE

Sur le comptoir, les verres de bière se vident et se remplissent, donnant au Bar du Château une atmosphère ambrée. Ici, on passe au retour du boulot gratter un ticket d'un jeu de hasard en rêvant du gros lot, ou récupérer un colis en coup de vent avant de reprendre les enfants chez la nourrice. Entre copains, on parle de tout, mais rarement des migrants qui vivent pourtant juste en face, passent acheter une carte de téléphone ou du tabac. « Les réfugiés, c'est pas un sujet », prévient d'emblée le patron en époussetant une théière.

Pourtant, à la rentrée, Forges-les-Bains ne parlait que d'eux. Les quelque 3700 habitants de cette ville de l'Essonne se sont déchirés après l'annonce par la mairie de l'arrivée de 91 migrants dans un local désaffecté de la Mairie de Pa-

ris. D'abord, le local a été incendié, puis, le 7 septembre 2016, une réunion publique organisée par la préfète s'est transformée en défouloir irraisonné. « On a découvert une facette inconnue de certaines personnes, confie la pharmacienne, c'était assez édifiant. Même si on se serait bien passés de cette soirée. »

Sept cents personnes dans la salle polyvalente ! Du jamais-vu dans cette commune tranquille qui vit au rythme de son tennis, de son golf, de ses soirées et de son école de musique. Et, quatre mois après, ce moment qu'on appelle encore « la réunion » reste dans la mémoire villageoise comme un souvenir « honteux ».

Jean-Claude Lacault se rappelle un incident : « Un type m'a poussé pour prendre une photo de la tribune. Il voulait pouvoir tuer toutes les personnes qui étaient là s'il arrivait quelque chose à sa petite fille,

scolarisée juste à côté de la résidence des migrants. J'ai écrit à la préfète pour lui dire qu'une réunion publique sur ce genre de sujet n'est jamais bien constructive », dit-il, déçu de l'absence de réponse.

Depuis, les Afghans ont eu le temps d'arriver et les Forgeois de les oublier. « Un beau matin, ils étaient là. On les voit à pied en ville, aux arrêts de bus, mais c'est tout », ajoute M. Lacault. Dans cette ville de la vallée de Chevreuse, qui hésite entre grande banlieue et province, on juge les nouveaux venus « plutôt avenants, souriants ».

« Episode calamiteux »

Comme l'analyse M. Lacault, le problème s'est déplacé. « Maintenant on sait qui est pour et qui est contre », ce qui complique parfois les relations. Isabelle Germain, travailleuse sociale, regrette que sa voisine ne lui adresse plus la parole. En revanche, elle se réjouit

d'avoir conservé ses amis. « Par peur de s'écharper, mon mari voulait qu'on annule un dîner. En fait, on a maintenu et discuté calmement du sujet », observe la jeune femme. Jean-Pierre Bussy, lui, a encore un peu de mal à digérer qu'un copain lui ait « demandé de signer une pétition contre », lui qui s'est « proposé pour leur donner des cours de français » et a « collecté des pulls et des manteaux pour eux »... « Les tensions sont apaisées, mais personne n'a changé d'avis, observe la pharmacienne. On n'en parle plus pour le moment, mais les comptes se régleront aux prochaines municipales. »

La jeune maire s'était vu reprocher d'avoir annoncé la nouvelle dans le journal municipal et de n'avoir pas su répondre au vent de contestation. « Ici, il y a une petite bourgeoisie qui a fui les cités pour vivre comme dans un village de province. Ils ont acheté leur petite

« Il y a une petite bourgeoisie. Et du jour au lendemain on leur impose une centaine d'étrangers. Ils ont pris peur »

LAURENT PERETTI
habitant de Forges-les-Bains

maison et, du jour au lendemain, on leur impose une centaine d'étrangers. Ils ont pris peur, pensant qu'ils allaient retrouver le public qu'ils venaient de fuir... », observe Laurent Peretti, logisticien installé là depuis quelques années. Si ça avait été préparé, on aurait évité cet épisode calamiteux. »

A quelques pas de lui, entre la maison de santé et la pharmacie, un retraité qui souhaite garder l'anonymat renchérit : « On a quitté Les Ulis pour être tranquilles, pas pour se retrouver entourés de gens qui ne vivent pas comme nous ! Même s'il faut reconnaître qu'ils ne font pas de bazar et que depuis qu'ils sont là la gendarmerie fait des rondes. On attend encore de voir », observe-t-il, avant de tourner les talons.

Ahmin et Sher Mohamad, 25 ans tous les deux, le saluent au passage. Ils font partie des 91 Afghans. « Ici les gens sont gentils », note Ahmin, qui a connu les campements parisiens et a déjà un bon niveau de français. Sa prochaine étape ? « Trouver du travail dans un restaurant et vivre comme vous. » Le retraité est déjà loin. Sorti de la pharmacie avec son petit sac de médicaments, il n'a pas entendu... ■

N. B.